



HAL
open science

Jeux et enjeux du déploiement géoéconomique des groupes rebelles et terroristes en Afrique centrale.

Christian Owona Eyenga

► To cite this version:

Christian Owona Eyenga. Jeux et enjeux du déploiement géoéconomique des groupes rebelles et terroristes en Afrique centrale.. l'Afrique centrale à l'épreuve des nouvelles menaces sécuritaires, Éditions universitaires européennes, A paraître, 978-613-9-50868-6. hal-02398922

HAL Id: hal-02398922

<https://hal.science/hal-02398922v1>

Submitted on 8 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

Jeu et enjeu stratégique-économique des nouvelles menaces sécuritaires en Afrique centrale : cas du Cameroun, du Tchad, de la RCA et de la RDC.

RESUME

La mobilisation des menaces nouvelles à la sécurité en Afrique centrale sur les espaces géoéconomiques riches, représentent l'un des principaux éléments explications de son sous-développement. La majorité de ces menaces recherchent souvent avant tout à s'installer dans les zones économiquement attractives à l'exemple : de Boko haram à l'extrême nord du Cameroun et arrive du lac Tchad à Baga sola coté tchadien. Dans le même ordre d'idée, l'on observe le positionnement stratégique des groupes des rebelles centrafricains et congolais sur leurs territoires respectifs. Leurs présences sur ces espaces économiques freinent le développement de la sous-région.

ABSTRACT

The mobilization of new threats to security in Central Africa over rich geo-economic areas is one of the main explanations for its underdevelopment. The majority of these threats are often seeking above all to settle in economically attractive areas such as Boko Haram in the far north of Cameroon and from Lake Chad to Baga Sola on the Chadian side. In the same vein, we observe the strategic positioning of the Central African and Congolese rebel groups in their respective territories. Their presence in these economic areas hinders the development of the sub-region.

INTRODUCTION

Les activités des nouvelles menaces à la sécurité dans la sous-région ont des effets négatifs sur l'économie de ces Etats membres. Les effets de leurs mobilisations sur le terrain ainsi que leurs actions fragilisent l'émergence socio-économique des Etats mis en cause. Il est évident que dans cette partie du continent, les forces rebelles et terroristes sont en quête des espaces territoriaux riches en ressources naturelles. La mobilisation de ces groupes dans les zones économiquement attractive à l'exemple de l'Extrême nord du Cameroun limitrophe au Tchad, au Nigéria et au lac Tchad. Pareillement dans la province de l'Est du Tchad sur les rives du lac. Tous ces espaces ont une même particularité, ils regorgent des atouts stratégiques et des richesses géologiques. Du coté rebelle, ces derniers ont quasiment mis à « *genou* » la RCA à tel point qu'ils parviennent à gérer les ressources de ce territoire ;

au détriment des pouvoirs publiques qui ne détiennent leurs destins en main. La RDC est un champ non négligeable de l'ingérence économique de ces groupes rebelles comme au Kassaï, au grand Kivu et. Où l'Etat congolais se fait concurrencer par ces nouveaux acteurs.

Cette recherche sera centré en deux débats. Le premier présente les répercussions de l'ingérence de Boko haram sur la géoéconomie camerounaise et tchadienne **Section 1**, Le second démontre les effets assimilés des groupes rebelles sur la géoéconomie centrafricaine et congolaise **Section 2**.

Section 1 : Les répercussions de l'ingérence de Boko haram sur la géoéconomie du Cameroun et du Tchad.

Les attaques récurrentes et les exactions du groupe Jama'atu abdis sunna lidda'Awati wal-jihad dans la région du lac Tchad ont tout d'abord un intérêt géoéconomie par ce que cette zone regorge d'énorme source naturel ; de même qu'il représente aussi un grand carrefour dans lequel transit un très grand nombre d'échange commerciale entre les trois puissances voisines au berge du bassin du lac Tchad entre autre le Nigéria, le Cameroun et le Tchad. Dans cette section, il est question de montrer les conséquences géoéconomiques ainsi l'objectif vise par ces derniers dans lors de leur implantation dans cette zone. Un accent sera mis sur les répercussions des activités camerounaises à l'extrême nord et l'objectif visé par le groupe dans la région et enfin l'incidence de ces activités dans la géoéconomie tchadienne .

L'influence djihadiste (boko haram) sur la géoéconomie camerounaise.

Au niveau du Cameroun, notre analyse sera beaucoup plus centrée dans la région de l'extrême-nord du pays, car cette espace géographique qui représente du conflit et c'est aussi la partie où le groupe extrémiste est le plus actif en territoire camerounais. C'est aussi là où il exerce le plus son influence avec ces forfaits. La région septentrionale du Cameroun est donc la partie par excellence pour expliquer les aspirations géoéconomique du groupe ainsi que les conséquences de ces actes sur l'économie régionale, nationale et même transnationale. Pour mieux le comprendre, nous allons donc présente notre travail de la manière suivante: les conséquences des attaques de Boko haram sur la géoéconomie du septentrion camerounaise et enfin l'objectif géoéconomique visée de la secte dans la région.

A- Impact géoéconomique de Boko haram au septentrion camerounais.

La région septentrionale du Cameroun fait partie des régions touristiques les mieux attractives du pays, par ce qu'elle possède les plus grandes réserves naturelles du pays

(WAZA, RHUMSIKI etc.)¹D'où la grande affluence des touristes sur cette partie du territoire spécifiquement les ressortissants étrangers principalement formés des occidentaux². La proximité de celle-ci avec le bassin du Lac Tchad et son partage frontalier avec le Nigéria et le Tchad, fait de cette région est un grand carrefour d'échange commerciale, ce qui la place comme une grande zone stratégiquement économique pour cette république et ces voisins; d'où le grand intérêt géoéconomique donc représente cette espace pour les parties qui disputent le contrôle. Au regard de ce grand potentiel géoéconomique que représente cette espace territoriale du fait de sa proximité avec le bassin lac Tchad et son partage frontalier avec ces deux grands voisins le Tchad et le Nigéria. L'extrême nord camerounais a toujours été le centre de convoitise de nombreux groupes illégitimes (les coupeurs de routes, le grand banditisme et maintenant Boko haram) ; c'est donc ce qui peut expliquer l'intérêt économique et stratégique de la secte à prendre le contrôle de la région. A cet effet, pour mieux le démontré nous allons d'abord montrer les répercussions géoéconomiques des activités djihadistes sur ce territoire et ainsi que le plan nationale et transnationale.

Effet des activités islamistes sur l'économie local

Les effets des activités djihadistes, seront circonscrits entre 2013 et 2016. Période durant laquelle les activités du groupe ont véritablement impacté la géoéconomie de la région et avaient atteintes leur apogée. Cette partie sera centrée sur les principaux secteurs les plus affectés par les exactions du mouvement et sur les finances publiques de la région.

- ✓ Les secteurs les plus affectés dans l'extrême nord.

Les secteurs les plus touchés dans la région pendant ces périodes sont principalement le tourisme et hôtellerie ; le commerce ce sont les points qui vont nous intéresser ici.

Le tourisme et l'hôtellerie représentent les premiers secteurs qui ont été le plus affecté par les effets de Boko haram dans la région. Le septentrion au niveau du secteur touristique en lui seul, abrite 13% des sites touristiques du triangle nationale³ dont les principales réserves

¹ Rapport du ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, impact de la crise sécuritaire aux frontières sur l'économie camerounaise, décembre 2014.P4

² Op.cit.

³ Rapport du ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, impact de la crise sécuritaire aux frontières sur l'économie camerounaise, Décembre 2014.p 4

sont : Waza, pics de Rhumsiki etc. De même, la région possède près de 7%⁴ de la capacité d'accueil hôtelière nationale. Face à l'insécurité causée par la secte islamique dans la région, plusieurs institutions hôtelières vont devoir fermer⁵ les portes car l'on va observer une chute drastique du nombre de touristes, Il faut noter ici que, la grande majorité des touristes sont étrangers et d'origine occidentale ceux-ci sont donc des proies et des cibles privilégiées pour Boko haram à l'exemple de l'enlèvement du 19 février 2013, des sept français, au niveau du parc de Waza entre autre la famille Moulin-Fournier et un travailleur de GDF- Suez. Cette incident malheureux va faire en sorte que les représentations diplomatiques dans le pays vont déconseiller la région à leur ressortissant ce qui va entraîner une baisse drastique des recettes dans ces deux secteurs dont les activités, sont liées dans le septentrion. Cependant d'autre secteur comme le commerce ne seront pas à l'abri de ces effets.

L'économie de l'extrême nord du Cameroun ; étant prioritairement basé sur le commerce local et les échanges avec les voisins nigérian et tchadien, ne restera pas en marge des effets du mouvement. Car la fermeture de certaines voies d'accès à la frontière comme Amchide et Fotokol dans l'extrême nord à cause des attaques récurrentes des djihadistes dans cette zone, cela va réellement impacté l'activité commercial et les échanges commerciaux avec les voisins. Progressive on assistera à la baisse et raréfaction de certains produits provenant du Nigéria. De même les commerçants vont de plus en plus en plus éprouver des difficultés à écouler certain de leur produit destiné à être écoulé chez ces voisins (Nigéria et Tchad) à cause de la fermeture des frontières. Cependant les effets de mouvement islamique s'étendent aussi sur les finances publiques de la région.

✓ Effet sur les finances publiques du septentrion.

L'extrême nord du Cameroun face à l'influence djihadiste va subir un coup non négligeable sur les finances publiques de la région, car cette dernière va subir un ralentissement de ces recettes fiscales ainsi son impact sur l'exécution des budgets dans la région.

L'impact des activités de la secte islamique sur l'exécution budgétaires, la collecte des impôts et taxes dans la région est grand⁶. A cause de l'instabilité et de l'insécurité causé par ce dernier dans cette localité, de nombreuse entreprise vont se démobilisés par crainte pour la

⁴ Op.cit.

⁵ Ibid.

⁶ Op.cit

sécurité de leur employé et à cause aussi de la difficulté d'affecter les travaux dans la région. Les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanga, Logone et Chari seront les plus menacés par ce phénomène qui touche la région et d'où les attaques de la secte sont les plus concentrées.

Les conséquences des activités de Boko haram sur les recettes fiscales de l'extrême nord ont beaucoup affectés le potentiel fiscal de la zone. A cause des tensions de Boko haram pour atténuer cela les autorités administratives ont demandé les mesures d'accompagnement avec la réduction des contrôles fiscaux pour éviter des tensions sociales. Ce qui limite l'efficacité de l'administration fiscale dans la région. De même la fermeture des frontières a favorisé la montée des bandes.

Incidence directe sur l'économie sous-régionale

Les effets des activités de Boko haram, ne se limite pas seulement au niveau régional mais s'étend aussi sur le tout le triangle national camerounais et au-delà de ces frontières.

Les activités de la secte islamique Boko haram, bien que géo localisé c'est-à-dire identifier sur un espace territoriale déterminé qui est celui de l'extrême nord camerounais, impacte quasiment presque toute la géoéconomie de ce pays. Les attaques et la menace du groupe dans le septentrion affecte tout le pays par ce que ; la plus part des investisseurs évitent d'aller risquer leur placement dans les Etats considérés comme instable ou sous menace perpétuelle des groupes irréguliers comme Jama'atu al-Muslimea al-Islamiya. Sur le plan international le mouvement est classé sur la liste des groupes extrémistes par la communauté internationale ce qui fait que partout où ce dernier exerce son influence comme à l'extrême nord du Cameroun les représentations diplomatiques ainsi que les gouvernements étrangers déconseillent leur ressortissants à s'y rendre ce qui affecte directement l'économie tout entier du pays. Puisque les investisseurs au Cameroun sont majoritairement des étrangers avec les pressions de leur gouvernement et le risque énorme dont représente le mouvement pour leur investissement, ces derniers sont de plus en plus réticents et indécis. Cette perte continue sur les diminutions des recettes budgétaires nationales car le fait de l'insécurité et l'instabilité du septentrion les recettes fiscales et douanières ne sont plus relevées et répertoriées. La présence des djihadistes dans la région de l'extrême nord n'impacte pas seulement l'économie locale et nationale mais elle affecte aussi une partie de la sous-région.

Les effets de la secte islamique ont aussi un impact sur la sphère sous régionale par ce que quand le mouvement s'attaque à la région de l'extrême nord du Cameroun ; il déstabilise l'économie de la sous-région d'une certaine manière car cet espace territorial est une grandement stratégique puisqu'elle sert de carrefour entre plusieurs Etats de la sous-région tout en facilitant les échanges commerciaux. La fragilisation de cette zone géographique qui dissimule de nombreuse riche entre autre les ressources lacustres (les ressources liés à l'exploitation du lac Tchad), les atouts naturelles (les sites touristiques) mais surtout le frein des transfrontaliers avec la fermeture des frontières qui bloquent les exportations et les importations entre les différents voisins de cette région en particulier le Tchad dont la principale voie de transit avec l'océan passe par cette région. Mais aussi même le Nigéria avec lequel le pays hôte de cette région effectue beaucoup d'échange commercial notamment sur certain produit comme les pièces détachées, les motocyclettes etc.⁷ Cependant parler de l'impact des activités de Boko haram à l'extrême camerounais en oubliant de présenter l'objectif géopolitique visé par le groupe reviendra à faire preuve d'une certaine opacité sur le but de la secte dans cette partie territoriale du Cameroun.

L'objectif géoéconomique des djihadistes au septentrion.

Contrairement aux opinions de nombreux experts, qui pensent que Boko haram s'était réfugié dans la région pour en faire une base arrière dans sa lutte contre le gouvernement nigérian. Il ressort ici que ce rapprochement au niveau de l'Extrême Nord du côté camerounais revêt un intérêt géoéconomique de la part du groupe car pendant sa lutte face au pouvoir central d'Abuja, la secte lorsqu'elle avait été affaiblie en 2009 notamment avec l'assassinat de son fondateur, le groupe a eu un besoin de ressource financière et de source de revenu permanente. La région de l'extrême nord du Cameroun où il s'était exilé lors de la répression du gouvernement nigérian répondait donc à ces différentes besoins. La région regorgeant un si grand potentiel en ressource et peu contrôlé par le gouvernement du pays représentait alors une source de revenue pour Boko haram (1) et un pilier de contrôle géoéconomique stratégique (2).

1- L'extrême nord du Cameroun comme source de revenu pour la secte.

Le choix de Boko haram de sévir dans cette région stratégique du Cameroun, sur l'angle géoéconomique n'était pas anodin car ces derniers ayant constaté la faible présence des

⁷ Ibid.

autorités administratives camerounaise de ce côté ; et l'énorme potentiel source de revenu que cette région possédait, la secte a donc utilisé la région comme source de revenu. Par ce qu'il faut noter que cette partie du territoire a toujours attiré de la convoitise de la part des bandits de tout bord à cause de ses multiples richesses que ce soit lacustre avec les ressources du Bassin du lac Tchad ou que ce soit terrestre avec le grand commerce et ses sites touristiques. La région se présente donc comme une énorme source de revenu pour le groupe. Le groupe tire ces principales ressources du pillage et la prise d'otage dans la région. Les enlèvements et prises d'otage constituant sa principale source de financement, par ce que la secte ayant privilégiée des cibles comme les touristes et travailleurs étrangers d'origine occidentale (la famille Moulin-fourmier et.) et asiatique (les dix travailleurs chinois) mais aussi des membres familles nantis (la famille du vice-premier ministre camerounais) qui étaient présent dans cette partie du territoire. La secte a faite de ceux-ci l'une de ces priorités par ce que leur prise d'otage rapporte énormément d'argent à cette organisation terroriste son chiffre d'affaire est estimé à des millions de dollar et en milliard en FCFA⁸. Les libérations des otages tels : les sept français de la réserve de Waza, les vingt-sept otages de la même zone ces deux cas à eux seuls ont rapportés au groupe respectivement 5 à 7 millions de dollar américain pour le premier⁹ et 3,2 milliards de francs FCFA pour le second¹⁰ pour ne que citer ces deux exemples qui représentent le tout premier et l'un des plus couteux parmi leur différent forfait. L'extrême nord du Cameroun constitue alors un grand potentiel économique pour le mouvement d'où son grand intérêt d'avoir le control de cette espace géographie aux atouts purement stratégique pour la survie et le ravitaillement du groupe.

Contrôle et enjeu des activités géoéconomique du septentrion par les djihadistes.

Les incursions de Boko haram dans la région septentrionale du Cameroun n'est pas un fait du hasard. Ce groupe cherche à contrôler et à exercer son influence dans cette partie du territoire pour des fins à la fois économique et tactique. Sous l'angle tactique, en s'emparent de la région, les djihadistes pourront contrôler l'ensemble de flux économique qui transite sur ce territoire. Notamment les échanges transfrontalières avec ses trois voisins (Nigéria, Tchad et plus loin RCA) ainsi que l'ensemble de ses ressources lacustres. Mais aussi mettre en

⁸ Rapport Afrique Crisis group n 241.op.cit. P16-17.

⁹ Ibid.

¹⁰ Opcit.

exécution son projet de création d'un Etat islamiste en terre africaine¹¹. A l'exemple des petits villages camerounais ils s'étaient pendant un laps de temps, d'où ils imposaient aux populations de s'islamiser¹². Sous l'angle économique, la région possède de grand atout naturel. Elle est un grand carrefour stratégique parce que frontalière à trois Etats. Ce qui fait d'elle l'une des plaque tournante de l'économie camerounaise. En plus, elle regorge de nombreux potentiels touristiques, ainsi que des ressources naturelles (le lac Tchad). Entrée donc en possession de cette région, permettra aux djihadistes d'avoir une source de revenu fiable et stable. Afin qu'ils puissent mieux se doter et assurer leurs fonctionnements. Ce qui pourra aussi les placer dans une position privilégié et faciliter ses négociations avec tous ces Etats de la sous-région. A l'instar du Tchad dont ses échanges maritimes transitent prioritairement de se coté là.

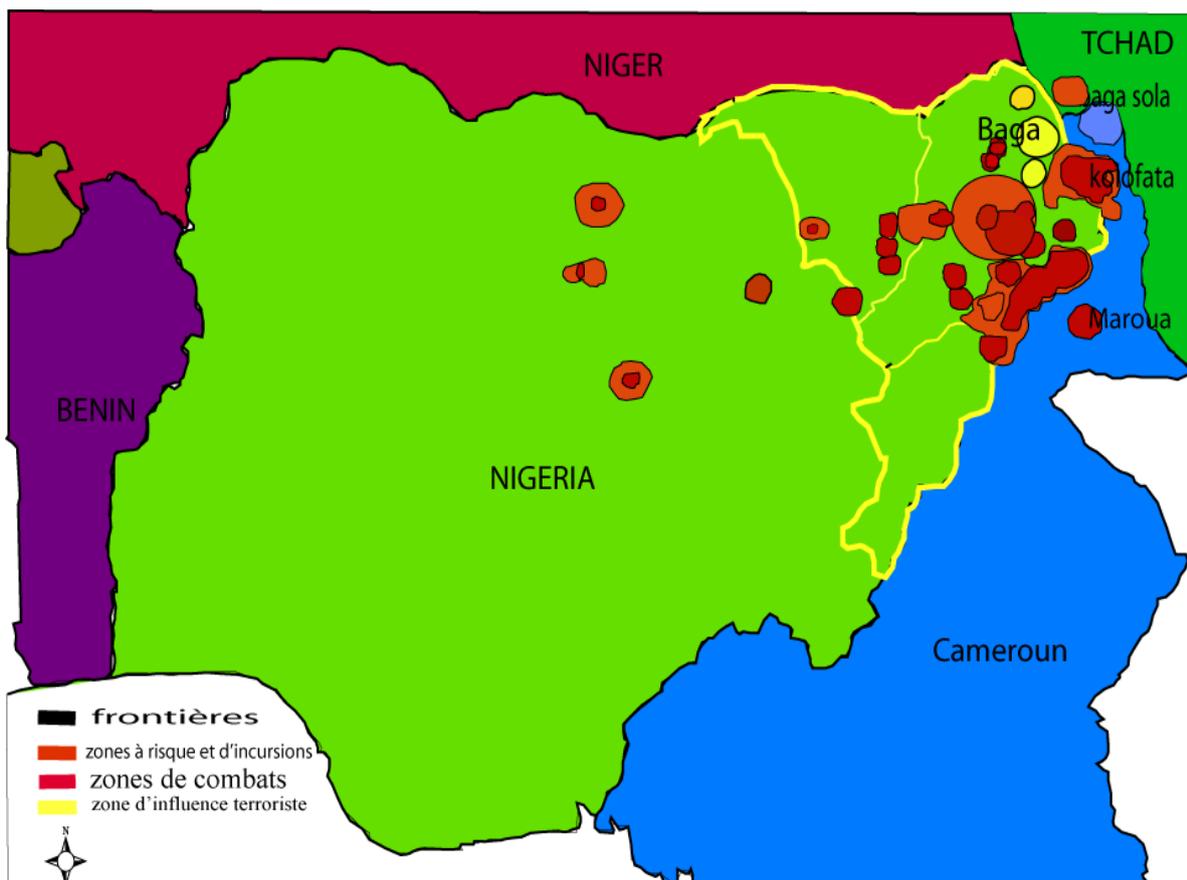
En outre, le contrôle de la région de l'Extrême Nord camerounais, va aussi étendre le pouvoir du mouvement dans le Bassin du lac Tchad, par ce que c'est grâce à cette partie du territoire que le Cameroun fait partie des Etats membres de commission du bassin du lac Tchad, et qui permet que ce dernier puisse exploiter l'ensemble des différents ressources et richesses lacustres qu'autre cette étendu d'eau. Ce qui fera en sorte que le groupe puisse avoir une grande influence dans l'exploitation de ce grand lac en ajoutant avec la partie qu'elle possède déjà au niveau de la cote lacustre nigériane.

De tout ce qui précède, dans ce paragraphe que les activités de la secte islamique dans la région septentrionale, ont beaucoup affecté l'économie de la région mais aussi celle de tout le pays et même de la sous-région. Mais cependant les attaques de Boko haram dans la région revêtaient des intérêts géoéconomiques car qui dit le contrôle de cette espace, dit le contrôle des échanges transfrontaliers entre les différents voisins avec du pays hôte, du commerce, des richesses naturels ainsi que du contrôle des ressources et exploitations lacustres de cette régions. Cependant par comment les activités du groupe terroriste ont-ils impacter la géoéconomie tchadienne.

¹¹ Allusion faite suite à l'allégeance de Boko haram à l'Etat islamiste à travers une vidéo publier sur les médias.

¹² Au septentrion camerounais Boko haram avait réussi à s'emparer durant quelques heures d'une in-fine partie du territoire camerounais. Plus loin il avait même pu hisser son drapeau.

Carte 1_: zone d'activité de Boko Haram.



Source : OWONA EYENGA Christian : *L'Afrique centrale à l'épreuve des nouvelles menaces sécuritaires* ; « zone d'influence de Boko Haram »,

Paragraphe 2 : L'impact des activités de Boko haram sur la géoéconomie tchadienne.

La présence de Boko haram sur le territoire tchadien n'est pas anodine, bien que le groupe n'ait pas encore pu s'accaparer directement d'un espace territoriale tchadien. Celui-ci exerce une grande influence sur l'économie nationale du Tchad. La présence de la secte dans la région septentrionale camerounaise a un impact réel sur la géoéconomie tchadienne, par ce que cette région est la principale voie du corridor qui ouvre la voie à la mer au Tchad. Dans le même ordre d'idée, les incursions des islamistes à Baga Sola dans l'ouest du pays sur les rives du bassin du lac Tchad affecte aussi l'économie de cette province. Jama'atu abbas sunna lidda'awati wal-jihad tout comme au Cameroun a une influence non négligeable sur la géoéconomie tchadienne par ce qu'à la fois le groupe menace les intérêts économiques tchadiennes (A) mais aussi affecte directement son économie interne (B).

A- Menace des intérêts géoéconomiques tchadiennes.

La présence de la secte islamique dans l'extrême nord camerounais et ainsi que sur les rives tchadiennes au niveau du bassin du lac Tchad à Baga Sola ; affecte beaucoup la géopolitique tchadienne. Dans la mesure où leur repositionnement géographique menace et impact péjorativement les intérêts économiques du pays. Nous observerons les effets de la secte sur l'économie de la période allant des années 2014 qui marque la montée en force du groupe dans la région à nos jours. C'est durant cette période le Tchad a beaucoup subi des pertes financières économiques sur ses importations et exportations (1) mais aussi sur le transport transnational (2).

1- La menace sur les intérêts commerciaux d'échanges transfrontaliers tchadiens.

Le Tchad de même que son voisin camerounais va subir de plein fouet les conséquences économiques liés aux activités des djihadistes dans la région septentrionale du Cameroun frontalière au Tchad. Le pays effectuant la grande partie de ces échanges commerciaux transfrontalières maritimes au Cameroun, sera directement affecté par les activités du groupe sur cette zone et cela est visible dans la réduction et rareté de certaines denrées alimentaires (le sorgho ; le maïs et le riz en provenant du Cameroun¹³). Cette raréfaction étant associée à l'insécurité créée à la frontière avec le Cameroun causée par la secte islamique qui avait conduit à la fermeture des frontières. La fermeture des frontières entre le Tchad et Cameroun entraîna

¹³ Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire(Cameroun), Impact de la crise sécuritaire aux frontières sur l'économie camerounaise ; rapport 2014, P7

Jeu et enjeu stratégique-économique des nouvelles menaces sécuritaires en Afrique centrale : cas du Cameroun, du Tchad, de la RCA et de la RDC.

inéluclablement la diminution du taux d'importation de plusieurs denrées de premières nécessités ainsi que la rareté de celles-ci dans les marchés tchadien. Ce qui occasionnera une inflation des prix dans le marché. Le tableau ci-dessous illustre à suffisance la réduction des taux d'exportation de certaines denrées alimentaire lors de la fermeture des frontières durant la période de crise.

Tableau 1 : Exportation des denrées alimentaires camerounaises au Tchad.

Années	2012 - 2013	2013 - 2014
denrées	Production en tonne	Production en tonne
sorgho	294 440	230 238
Maïs	229 038	214 383
Riz	100 313	89 439

Source : Tableau tiré du model du Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Cameroun), Rapport 2014, p.3

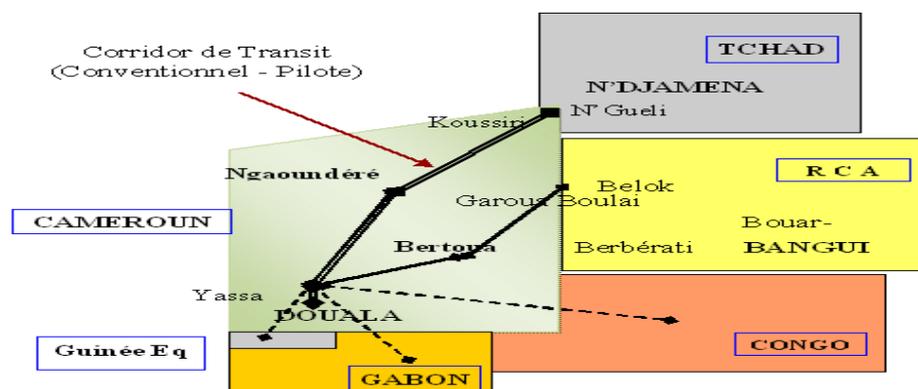
Dans ce tableau, l'on observe une baisse réelle de production des denrées alimentaires d'importation tchadienne comme le sorgho, le riz et le maïs qui subissent respectivement une chacun de 64202 ; 10874 et 14655 tonnes chacune. Cette réduction considérable du taux d'importation des denrées alimentaires au Tchad, nous permet de voir l'influence qu'exerce Boko haram sur la géoéconomie tchadienne lorsque les actions et activités de ce dernier impact la sphère économique du pays. Le groupe dans sa quête de contrôle de certain territoire attractif et économiquement lucratif, entre autre : le bassin du lac Tchad et le corridor de l'extrême nord camerounais facilitant les échanges maritimes tchadiennes ; les djihadistes influences de façon immédiate la géopolitique tchadienne.

Pouvons-nous réellement être sûre que l'implication du Tchad dans la lutte contre Boko haram au niveau de ses frontières vient réellement justifier cette baisse d'importation ? Lorsque les pouvoirs publics de ce pays sont régulièrement à accuser de mal gouvernance et se sont retrouver engager dans plusieurs front notamment au Mali. Nous savons tous que la guerre est généralement trop couteuse même pour les grandes comme les Etats unis avant d'aller au front ils cherchent des partenaires. Le Tchad par contre est parti à ses propres frais bien que soutenu par la France au Mali. Mais nous ne pouvons aussi dire que face au différent enjeu géoéconomique que représente le territoire du septentrion camerounais, pour le Tchad. Ceux-ci ne pouvait rester indifférent ce explique donc l'intervention tchadienne à ce niveau afin de limiter l'ascension de ce groupe qui met en péril ses intérêts.

2- Effet sur le secteur des transports.

L'insécurité transfrontalière occasionnée par Boko haram dans la région de l'extrême nord coté camerounais et sur les rives du bassin du lac Tchad, avait obligé ses deux nations à fermer leurs frontières des deux côtés. La fermeture de ses frontières avait eu un effet péjoratif sur le transport transnationale se frein d'échange va entrainer un coup d'arrêt fort dans le secteur des transports l'on va relever une forte baisse du taux d'échange (-45%) des exportations ; principalement sur l'axe Douala – N'Djamena, qui transit de Yaoundé, N'Gaoundéré ; Garoua ; Maroua et Kousséri qui représente la principale voie d'importation et d'exportation entre le Tchad et sa principale ouverture avec l'océan. Le schéma qui suivant présente le corridor Douala-N'Djamena principale voie de transit des exportations et des importations tchadienne au Cameroun.

Carte 2: Corridor DOUALA-N'DJAMENA.



Source : OWONA EYENGA Christian, l'Afrique centrale à l'épreuve des nouvelles menaces sécuritaires, « corridor Douala-N'Djamena » ;

Le corridor de transit (conventionnel-pilote) se trouve être la principale voie d'échange entre le Tchad et le Cameroun ce qui explique donc les pertes enregistrées de côté lors que les djihadistes avaient entraîné la fermeture des frontières. Au vue de cet incident et le positionnement géoéconomique des islamistes dans cette région pourquoi le gouvernement tchadien n'a pas cherché d'autre issue de contournement du phénomène ? Car rien n'exclut que ces derniers peuvent occuper cette partie ou même un autre groupe. Est-ce le pays pourrait encore être capable d'y faire face ? Vu la lourde facture qu'il paye actuellement. Il serait alors urgent avisé pour les pouvoirs publics tchadiens d'envisager d'autre issue de secours lorsqu'un tel cas pourrait se représenter à nouveau.

B- L'impact direct sur l'économie Tchadienne.

Les actions et exactions de Boko haram sur les territoires de ses deux voisins : le Cameroun et le Nigéria, mais aussi sur ses rives limitrophe avec le bassin du lac Tchad précisément à Baga Sola. L'entrée en guerre du pays dans la lutte contre la secte a énormément fragilisé l'économie tchadienne. Parce qu'il faut le rappeler, le Tchad avant son entrée en guerre contre Boko haram était déjà au bord de crise économique à cause la crise pétrolière survenu en 2014 et de sa participation dans le conflit malien et centrafricain. La fragilité de l'économie tchadienne liée à tous ces évènements. Ce qui fait en sorte que les actions et les exactions du groupe au niveau des frontières et dans certaine partie de son territoire affectent directement l'économie de ce pays. En outre l'entrée en guerre du Tchad contre la secte dans la lutte face au terrorisme et son soutien à l'armée camerounais dans la protection de leurs intérêts réciproques¹⁴ celle à servit de catalyseur immédiat sur la fragilisation de l'économie Tchadienne. Le déploiement des troupes tchadiennes sur les fronts de combat face aux djihadistes ont couté cher à cette nation y compris toutes les dépenses logistiques qui y étaient liés. La guerre contre les islamiques est véritablement venu affaiblir

¹⁴ Contrairement à l'opinion de nombreux experts, le soutien et l'entrée en guerre du Tchad contre Boko haram du camerounais était avant tout pour défendre ces intérêts géoéconomiques et géopolitiques, qui étaient déjà réellement menacé au niveau de ces frontières avec le Cameroun plus précisément par ce que la principale ouverture maritime du pays se trouve au Cameroun où il effectue sa plus part des importations et exportations. La plus part de ces échanges transitent donc dans la région septentrionale du pays où la secte exerce son influence en forçant le pays à fermer toutes ces frontières avec ces voisins. Le Tchad sera alors obligé intervenir car ces intérêts son menacé.

Jeu et enjeu stratégique-économique des nouvelles menaces sécuritaires en Afrique centrale : cas du Cameroun, du Tchad, de la RCA et de la RDC.

l'Etat tchadien en fragilisant son économie. Le tableau suivant décrit la situation économique à la veille, pendant et post-guerre contre Boko haram au Tchad.

Tableau n°2: impact direct des combats contre Boko Haram sur l'économie tchadienne.

Indicateurs de croissance	2014	2015	2016	2017	2018
PIB (milliards)	14,00	10,95	10,10	9,64	10,02
PIB (croissance annuelle en % prix constant)	6,9	1,8	-6,4	0,3	2,4
PIB par habitant (USD)	1 241	947	852	791	802
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	39,2	42,2	51,2	50,4	48,5
Taux d'inflation (%)	1,7	6,8	-1,1e	0,2	1,8
Balance de transactions courantes (milliards)	-1,25	-1,35	-0,89	-0,46	-0,62
Balance de transactions courantes (en % du PIB)	-8,9	-12,3	-8,8	-4,7	-6,2

Source: FMI-World economic Outlook data base

Le tableau ci-joint décrit l'évolution de l'économie tchadienne, de veille à la sortie de la guerre du pays face à Boko haram. Nous pouvons donc voir, que avant l'entrée en guerre du pays en deux mille quatorze le produit intérieur brut était élevé à 14 milliards mais lors que celui-ci entre en guerre face la secte il chute de plus 3,5 milliards et la baisse continue jusqu'après sa sortie du conflit et cela est perceptible dans tous les secteurs économiques tchadien. A partir de tous ces éléments l'on peut alors affirmer que les activités de Boko haram ont influencés la géoéconomie tchadienne et la participation de ce dernier dans la lutte contre les islamiques a concouru à faiblir son économie.

Cependant, au vu de sa situation économique qui était déjà fragilisé le gouvernement tchadien devrait-il vraiment encore s'engager dans un tel conflit ? Il est vrai que ces intérêts économiques étaient été menacés mais jusqu'à ce que le Tchad ne s'engage dans la lutte contre les islamiques ces derniers ne l'avaient pas encore attaqué directement. Bien que cette question suscite une réflexion approfondie, nous devons savoir que le Tchad devait avant tout défendre son prestige " Etat gendarme de la sous-région" en outre, la grande partie de ces intérêts économiques étaient en jeu sur le national qu'international par rapport aux autres conflits auxquels il a eu à participer. Si ce dernier, ne participait pas aussi à cette guerre ses relations diplomatiques entre ces voisins et lui allait se détériorer quand on sait que certain médias et source l'accusait déjà N'Djamena d'être l'allié de Boko haram. Il était donc indispensable que celui vienne redorer son blason en combattant le groupe.

De tout ce qui précède, dans cette première section, nous pouvoir affirmé que la présence de Boko haram au septentrion avait principalement des visés géoéconomiques par ce que, si le groupe s'empare de la région de l'extrême camerounais, celui pourra contrôler l'ensemble des activités économiques de la région de même que l'ensemble des ressources minières et lacustre de cette région. En s'apparent de ce territoire, le groupe allait assurer d'une constante et d'une stabilité financière permanente. La présence des terroristes dans la région a ralentie l'économie camerounaise et tchadienne. Le Tchad, a particulièrement payé un "lourd tribu", car étant déjà fragilisé économiquement, les activités du groupes au niveau de ces frontières et dans une partie de son territoire ont eu un impact direct sur son économie. Néanmoins, évoquer seulement l'impact géoéconomique des actions du groupe terroriste

Boko haram dans la région sans relevé le cas des groupes rebelles de notre cadre d'analyse, reviendrait à faire preuve d'une certaine cécité scientifique.

Section 2 : L'impact des activités des groupes rebelles sur la géoéconomie Centrafricaine et Congolaise.

Les activités des groupes rebelles, comme celles des groupes terroristes dans la sous-région affectent négativement l'économie des différentes Etats où ils s'y trouvent. Ceux-ci, siègent généralement dans les zones économiquement lucratives. Ce qui fait en sorte que leurs actions et activités ont un grand impact sur la géoéconomie des Etats, auxquels leurs présences sont avérées à l'instar de la république centrafricaine (1) et la république démocratique du Congo (2).

2.1 . La présente des groupes rebelles dans la géoéconomie Centrafricaine comme facteur négatif de l'économie nationale.

La république centrafricaine est l'un Etat de la sous-région CEEAC le plus instable et vulnérable face la menace des rebelles, notamment par ce que ceux-ci ont quasiment monopolisés l'exercice la violence légitime au détriment des pouvoirs publics. Rappelons-le, qu'après le coup d'état de la séléka en avril 2013 sur Mr François Bozize, et la prise de pouvoir par leur leader Michel Djotodia, l'Etat centrafricain va sombrer dans le chaos. Mais bien que cela ne soit plus un secret polichinelle que l'objectif de ces groupes c'est l'exercice pouvoir, il faut ressortir la part caché velléité qui n'est autre la recherche du gain. C'est pourquoi, que l'on constatera que, la plus part des groupes vont souvent d'abord à la conquête des zones économiquement rentables, en se ruant vers le contrôle des ressources minières . Afin de se garantir une source de revenue stable, c'est donc cette activité qui affecte et fragilise l'économie nationale de la RCA .

La conquête des zones économiques et le contrôle de celle-ci par les rebelles en RCA.

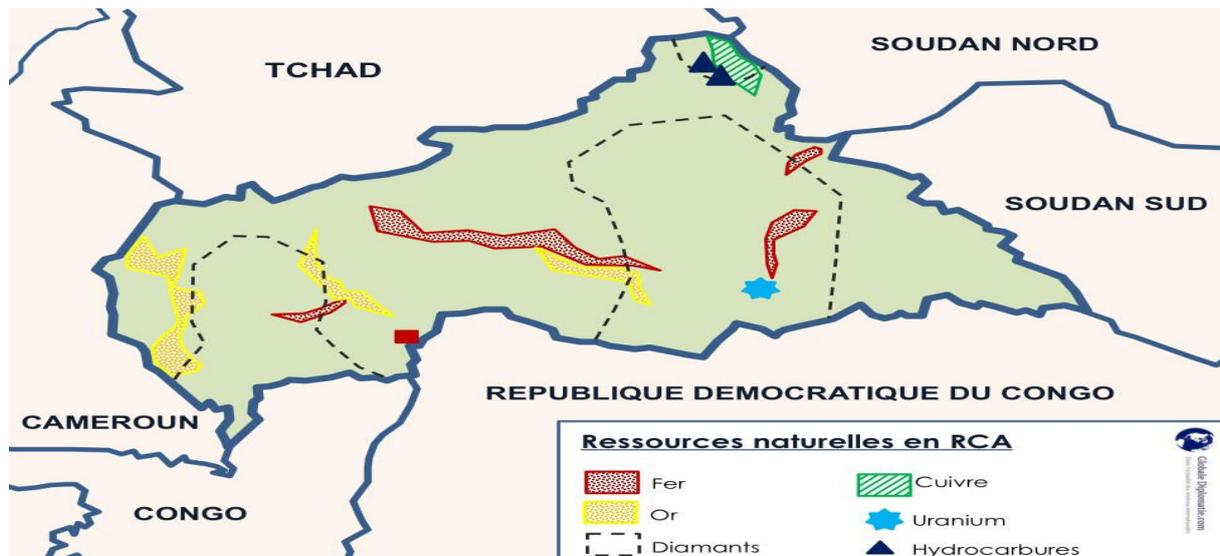
La république centrafricaine fait partie des Etats de la sous-région, dont le sous-sol regorge d'énorme richesse naturelle (Fer, Or, Diamants, cuivre, Uranium, hydrocarbures etc.) comme l'illustre le schéma ci-dessous. Paradoxalement, cet Etat est l'un des moins

Jeu et enjeu stratégique-économique des nouvelles menaces sécuritaires en Afrique centrale : cas du Cameroun, du Tchad, de la RCA et de la RDC.

instables de la planète à cause notamment du climat d'instabilité politique, sécuritaire et de la mauvaise gouvernance créée par les autorités de cette nation. Et c'est donc ce qui va faciliter l'incursion des rebelles dans la société centrafricaine et de plus en plus on assiste à un essor permanent de ces derniers dans ce territoire. Ces groupes rebelles n'ayant pas généralement des sources financières stables et peu outillés au départ comme les anti-balaka qui utilisaient les machettes pour se défendre, tous les groupes rebelles vont d'abord chercher à s'emparer d'un site minier dans le pays. La Centrafrique après le succès des Sélékas contre les pouvoirs publics centrafricains, le pays va tomber entre les mains des rebelles qui vont occuper tout le territoire centrafricain, le territoire du pays sera occupé par trois principaux groupes (les anti-balaka ; les Séléka et le LRA). Ils seront mobilisés sur le terrain tel que suit : à l'Ouest de la Centrafrique nous aurons le mouvement anti-balaka, au centre les Séléka et à l'Est le LRA. Ce positionnement stratégique des rebelles dans ce territoire a un effet direct sur l'économie centrafricaine. Le schéma ci-dessous, représente les différentes ressources minières que l'on rencontre dans le sous-sol centrafricain.

Carte 3 : représentant les ressources minières de la RCA.

Jeu et enjeu stratégique-économique des nouvelles menaces sécuritaires en Afrique centrale : cas du Cameroun, du Tchad, de la RCA et de la RDC.



Source : Google ; OWONA EYENGA Christian, *l'Afrique centrale à l'épreuve des nouvelles menaces sécuritaires* ; « Les richesses minières en république centrafricaine » ;

A partir de la carte, ci-dessus, représentant la carte minière de la RCA, l'on peut identifier les différentes ressources minières qui sont entre les mains des groupes rebelles qui sont déployés dans le pays ou à l'ouest du pays limitrophe au Cameroun et au Congo Brazzaville les antis balaka qui auront le contrôle des gisements d'or ; de diamant et de fer au niveau de sa zone d'influence. Les Séléka ayant pris le pouvoir en deux mille treize auront une plus grosse part et ces derniers occupent le centre et le nord du pays contrôlent principalement les mines de diamant, fer, les hydrocarbures, le cuivre et aussi l'uranium. Le LRA présent dans l'Est de la RCA ; il contrôle le trafic de diamant et fer dans cette partie.

Cette facilité des groupes rebelles à pouvoir se ruiner et s'emparer des territoires à fort potentiel géoéconomique ne sont-ils pas là des éléments qui prouvent l'échec de cette nation centrafricaine face à l'influence de ceux-ci ? Dans son rôle régalien, qui est celui de veiller, protéger et garantir le bien-être de ses populations ; nous pouvons dire avec certitude qu'il a failli à sa mission. Car ayant perdu sa souveraineté interne au détriment de nouveaux acteurs rebelles l'Etat centrafricain a contribué à faire de ces derniers des acteurs comme de véritables Relations Internationales qui peuvent désormais négocier avec eux pour le partage et la gestion des ressources naturelles. En outre, pouvons-nous véritablement dire que ce bouleversement de l'ordre public n'était pas prévisible ? Il faut le dire que tous les signes précurseurs l'annonçaient déjà avec la grande misère galopante au sein de la population et

l'enrichissement d'une certaine minorité ainsi que l'absence de transition politique sont ces éléments qui peuvent expliquer cette émergence. Une répartition équitable des dividendes minières dans cet État longtemps aurait sans doute évité une telle crise.

L'exploitation et le contrôle des rebelles des différents sites miniers du pays concourent à fragiliser l'économie de cette nation. Qui à la veille de ce chaos "politico-institutionnel" était déjà au bord de la crise. L'arrivée de ce nouvel (rebelle) dans la gestion des ressources nationales fragilise lourdement l'économie centrafricaine.

Le positionnement géoéconomique des groupes rebelles en Centrafrique comme élément de fragilisation de l'économie locale.

Le déploiement et la présence des groupes rebelles sur le territoire centrafricain dans les zones regorgeant d'énorme richesse. Ainsi que leurs différentes rivalités avec les pouvoirs publics sur les multiples sites miniers dans le pays et la gestion des ressources en question, n'est plus un secret de polichinelle pour qui conque, depuis leur arrivée dans les schémas décisionnels centrafricains. La mobilisation de ceux-ci sur les espaces territoriaux économiquement stratégiques ont des effets pervers sur l'économie toute l'économie nationale. Classé au rang des États les moins nantis au monde, mais paradoxalement possédant un sous-sol énormément riche où l'on retrouve les minerais tels que : le fer, l'or ; le diamant ; le cuivre, les hydrocarbures et l'uranium. Mais le pays faisant face aux divers groupes rebelles qui rivalisent avec l'État centrafricain dans la gestion des ressources du pays, ce dernier se trouve fragiliser. Dans la mesure où, les richesses et recettes minières centrafricaines ne sont plus répertoriées dans les caisses du trésor national ; mais plutôt revendues dans le marché aux plus offrants et à vil prix. À l'exemple des diamants centrafricains vendus en ligne¹⁵ et dans les pays voisins durant la crise centrafricaine entre deux mille treize jusqu'en deux mille quinze date de la levée d'interdiction de Kimberley sur les diamants centrafricains.

Le diamant centrafricain, représentant la principale ressource d'exportation minière du pays environ 40%¹⁶ et indispensable dans le PIB ; cette dernière est illégalement exploitée par

¹⁵ Jérôme Fenoglio, Des « diamants du sang » de Centrafrique en vente sur Facebook et whatsapp, le monde.fr, vu le 26.06.2017 à 20h45.

¹⁶ Rapport de Luise Khabure, des sociétés prises au piège, conflit et enjeux régionaux, Tchad, République Centrafricaine, Soudan, Soudan du sud ; ACORD et CCFD-Terre solidaire, février 2014 .Pp 47-48

les différents groupes rebelles sur le terrain qui sont présent sur les sites tels que : Ndassima, les axe routier de Bozoum Ouham-bak, ainsi le long des villages miniers ; leur présence facilite l'exportation clandestine du diamant et de l'or¹⁷. L'on estime à environ 30 à 50%¹⁸ de la production annuelle qui quitte frauduleusement son territoire chaque année. Leur présence de même que leurs actions et activités sur le triangle nationale influence péjorativement l'économie. Par ce qu'ils exercent une véritablement criminalités économiques sur les potentielles revenus des recettes fiscales locales.

Les actions et le regain d'intérêt des groupes rebelles sur la géoéconomie centrafricaine peut s'explique à travers la méthode individualiste, qui, comme le relevait déjà Raymond Bourdon¹⁹ dans son paradigme de l'individualisme méthodologique ; que les individus ou groupes, étant à la recherche d'optimiser leurs décisions en tenant compte des contraintes du système. Emploi tous les moyens susceptible d'accroitre leur influence. C'est ce qui peut justifier leur engagement dans la lutte de contrôle des sphères économiques en RCA, ce qui fait en sorte qu'ils sont alors plus ou moins contraint d'acquérir des espaces territoriales lucratifs pour espérer atteindre leur but, afin de maintenir leurs survies et de contraindre les pouvoirs publics à leurs reconnaissances ce qui justifient et démontrent leurs intérêts démonstratifs à ces endroits. Cependant pour quoi les autorités centrafricaines jusqu'ici n'ont encore jamais pu anticiper cette menace? S'il n'est plus un secret de polichinelle que les groupes rebelles centrafricains pour se financer et assurer leurs survis, lors de leur genèse vont souvent à la quête des financements entre autre des vols, pillages et des sites miniers. Pourquoi dès le départ, les autorités locaux de ce pays n'ont encore pas pu jusqu'à ce jour anticiper ce phénomène ? Pour y face ; ils peuvent par exemple renforce la sécurité sur tous les secteurs productifs de sa géoéconomie en formant une « *armée d'avant-garde* » plutôt qu'une « *armée de garde* » comme le préconise Ernest Claude Messinga dans sa thèse « *Les forces armées camerounaises faces aux nouvelles de menace à la sécurité : d'une armée de garde vers une armée d'avant-garde 1960-2010*²⁰ » à l'exemple de l'armée camerounaise, les forces centrafricaines pourront essayer de copter la méthode camerounaise tout en l'innovant. L'armée centrafricaine pourra mieux faire face à cette menace qui pétrifie sa société. Afin celle-ci au lieu de subir les effets des rebelles puissent plutôt anticiper leurs actions. Et plus

¹⁷ Op.cit.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Raymond Bourdon, le paradigme de l'individualisme méthodologique, aspects sociologiques, Vol 6, N1, décembre 1997, PP 30-37

²⁰ Ibid.

loin il serait aussi urgent pour ces derniers assurer une bonne gouvernance, transparente et une alternance pour ne plus faciliter des frustrations au sein de la population ce qui favorise aussi souvent des alliances et soutiens à l'intérieurs de celle-ci. Mais pourrions-nous véritablement être sûre que si les autorités centrafricaines mettent en exécution ces recommandations la situation pourra s'arranger ? Quand on sait qu'il existe aussi des régulièrement des tensions inter-ethnique et religieux dans cet Etat et par la complicité de certain autre Etat ce qui ne facilite pas la tâche aux autorités de la RDC.

2.2 L'omniprésence des groupes rebelles dans la géoéconomie congolaise principal facteur de la fragilité de l'économie locale.

La République démocratique du Congo, fait partie de l'un des Etats auquel on retrouve le plus grand nombre de groupe irrégulier au monde. Cette multitude de groupe rebelle qui se déploient stratégiquement sur toutes zones lucratives de cette nation ; en particulier dans les sites et pratiques aussi les trafics de toutes sortes. Toutes ces actions et activités des groupes rebelles congolais ont un effet pervers sur l'économie local ainsi que sur ses intérêts géoéconomiques .

Le déploiement stratégique des différents groupes rebelles sur le territoire congolais.

La présence et l'influence des groupes rebelles en république démocratique du Congo n'est plus un secret pour personne. Le sous-sol congolais fait partie des plus riches du globe, celui-ci possède un très grand potentiel minier, qui se trouve sur la quasi-totalité de sa surface terrestre au point où l'on peut le considérer comme un “ *paradis minéralogique*”. L'Est du Congo à elle seule possède 80% de la réserve mondiale de Coltan encore appelé le colombo-tantalite et 15% d'oxyde d'étain, on y retrouve aussi la cassitérite, de l'or²¹ et bien d'autre. Et quasiment toutes les formes de minerais qui existent sur la planète Terre s'y trouvent. Malheureusement, cet atout est aussi considéré paradoxalement comme l'une des principales sources des fléaux dans cette nation. L'une des raisons de la genèse permanente des rebelles et le déploiement de ceux-ci, dans toutes les zones économiques lucratives c'est la quête de contrôle des gisements miniers sources de leurs revenus et financement de leurs divers agenda caché. D'où alors instable le règne récurrent d'un climat d'instabilité constant. C'est alors, ce qui justifie que de la RDC puisse être le théâtre des luttes d'intérêt économique entre

²¹ Note de la DIRDR, l'exploitation et l'exportation des minerais dans l'Est de la RDC, DIDR-OFPPRA, 14 juillet 2014.P1

le pouvoir centrale et les divers groupes illégitimes à travers des batailles sanglant qu'on observe constamment. Les uns cherchant à défendre leur souveraineté et les autres cherchant à s'accaparer des richesses naturelles ce qui affaiblies considérablement l'économie congolaise. Par ce que la grande partie de finance publique du pays est reversé dans la lutte contre nouvelles menace face à la sécurité du pays. Ainsi que l'occupation des irréguliers des territoires ou sites miniers ainsi la gestion des flux économiques sur les territoires où ils se trouvent fragilise l'économie locale et impact toute la géoéconomie nationale.

Axel Honneth, l'un des piliers de la méthode de la reconnaissance, dans son ouvrage *la lutte pour la reconnaissance* parue aux années deux miles, expliquait déjà ce type de phénomène. A partir ce qu'il appelle les sphères de connaissance, il expliquait déjà que notre société est organisé au tour des sphères de reconnaissances, ce qui signifie qu'elle inclue leurs membres en établissant des sphères auxquelles ils ont la possibilité de se faire connaitre. C'est dans cette optique qu'on peut comprendre les raisons qui poussent les groupes rebelles du pays à rechercher à rivaliser avec le pouvoir centrale, pour que ce dernier puisse leur reconnaître pour qu'à la fin il arrive à une neutralisation des antagonismes²². Mais cependant, bien qu'il soit vrai que le déploiement et la rivalité des groupes rebelles face au pouvoir public constitue l'un des éléments clés du des effets pervers sur l'économie national ; Ne pouvons-nous pas dire que dès le départ cette Etat a failli à sa mission ? Si la prolifération des groupes rebelles en enveniment la géoéconomie congolaise sur tout son triangle nationale de nos jours, c'est par ce qu'au départ cet "Etat a échoué" ; cette faillite est marqué par des carence en gouvernance, accompagner par une culture démocratique embryonnaire s'apparentant à une monarchie et d'où vient encore s'ajouter la " malchance des matières premières" convoité à la fois par les locaux et les forces exogènes. Nonobstant, s'ajoute la porosité de ses frontières et son territoire, ce qui permet aux mouvements irréguliers de pouvoir mieux se mobilisé dans les provinces éloignés du pouvoir centrale et du manque d'infrastructure. Le contexte politico-économique concourt ainsi à comprendre la détermination des stratégies d'exploitation des minerais ; l'accès aux mines devient donc un enjeu d'enrichissement rapide dans le pays.

²² Axel Honneth, dans son chapitre de la lutte pour la reconnaissance relève certain point qui peuvent favoriser la reconnaissance inhérente aux différentes manifestations de l'amour et des relations affectives, la reconnaissance de la liberté et surtout de l'égalité qui se trouve au centre de la morale et droit moderne et enfin l'estime celle qui advient dans une société pluraliste marquée par une forte division du travail mais où chacun est disposé, dans un esprit de coopération rationnelle, accordant un prix et une importance à la contribution des autres à l'ensemble sociale. P50

Afin, de remédier à ces différentes carences étatiques dirigeants publics congolais. Il devient indispensable qu'ils puissent améliorer la culture démocratique de leur Etat. En assurant une bonne alternance politique et une réelle redistribution des ressources de façon équitable dans tout le pays. De tel sorte que toutes les populations en bénéficient et ne puissent être tenté soit à s'allier aux rebelles ou d'y former leur propre groupe. Quant au multiple site minier et zone industrielle du pays, le gouvernement doit former et renforcer les troupes dans ces secteurs. De même, son armée doit être capable d'anticiper l'émergence de ces menaces en renforçant et en diversifiant ces services de renseignement. Avec la porosité de son territoire, le pouvoir centrale pourrait décentraliser son pouvoir en mettant en place des fédérations de cette façon les populations pourront mieux se sentir impliqué dans la gestion des affaires publiques de leur pays. Mais entre la théorie et la réalité, il existe un grand fossé, car la mise en appliquant de ces propositions nécessitent une collaboration de toutes les composantes de la société mais aussi une volonté politique, par ce que rien ne prouve que cette situation ne soit favorable pour ceux.

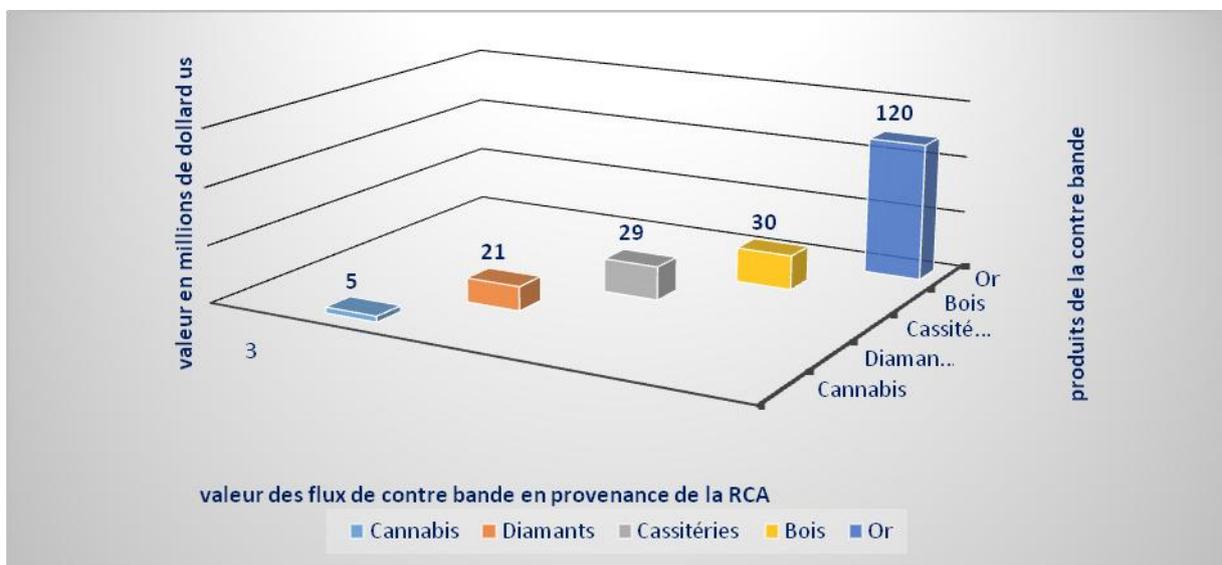
Au-delà, de ce repositionnement stratégique les groupes rebelles congolais, se localisent particulièrement dans les zones géologiques riches, ce qui affaiblie et pervertie l'économie congolaise.

Effet pervers du déploiement des rebelles sur l'économie congolaise.

Le déploiement et la présence des menaces rebelles dans les zones territoriales riches en ressources. L'ingérence des menaces rebelles font perdre beaucoup de flux financier aux pouvoirs publics. Le Congo perd des millions de dollar chaque année à cause des activités des rebelles et la contre bande favorisé exercés par ces derniers dans les régions minières du Grand Kivu et du Kasaï. De ce coté du territoire où ils font en sorte que les autorités de Kinshasa ne parviennent plus à avoir le contrôle du territoire. Dans le même ordre d'idée, maintenir la sécurité et la stabilité sur un tel espace territorial, est couteux pour le contribuable couteux les pouvoirs publics. La récurrence des conflits internes sur ce territoire ralentie l'économie nationale. Car régulièrement, il faut toujours recommencer à reconstruire ce qui a été détruit post conflit sans compte les pertes en vie humaine. Bien que le pays soit régulièrement soutenu logistiquement par la communauté internationale tout en connaissant leurs intérêts dissimilés et en contrepartie ; le Congo lui-même, investie beaucoup dans

l'industrie de l'armement. Le schème suivant illustre la valeur des flux perdu par l'Etat congolais à travers les activités et trafic illicite des rebelles sur tout son territoire.

Schéma 4 : Valeurs des flux de la contre bande en provenance de la RDC (2010).



Source : graphique tiré du model des valeurs présenté par les calculs de l'O.N.U.D.C en RDC.

NB : La valeur numéro 3 du graphique représente les estimations en millions de dollar américain en perte d'Ivoire.

A Partir, de ces données on peut alors chiffrer à environ plus de 208 millions de dollar américain de gain perdu par les autorités congolaises à cause du trafic clandestinement de ces minerais, données prise en 2010 démontrant les effets pervers des activités des groupes rebelles.

La théorie libérale, dans cette analyse à tout son pesant d'or, car à travers elle permet de mieux, expliquer les variables qui font en sorte que l'Etat congolais ne puisse plus monopoliser l'exercice du pouvoir sur la scène nationale et même internationale dans la gestion des affaires publiques. Désormais, il se fait concurrencer sur son territoire par ces

nouveaux acteurs des relations internationales, qui ne sont d'autre que les forces rebelles. Dès lors, ils se placent dorénavant comme de véritables acteurs du jeu géoéconomie internes de ce pays, car à travers leurs activités et leurs actions qui affectent l'économie locale en la poussant vers un effondrement. Tout ceci fait en sorte que, les autorités congolaises coopèrent avec les rebelles. Ce qui explique la perte du monopole de l'exercice de la violence légitime et de l'exclusivité de la gestion de ces rapports interétatiques. Maintenant l'on tient compte de l'influence des rebelles dans le secteur géoéconomique congolaise.

Cette situation économique alarmante de la RDC est-elle causée uniquement par les effets des actions et des activités rebelles ? Lorsqu'on sait que, ces mouvements se forment généralement à cause des inégalités et des injustices sociales qui existent dans le pays. Depuis le règne répressif de monsieur Mobutu jusqu'au règne de la famille Kabula, ils ont toujours dirigés ce pays d'une main de fer avec leurs proches au détriment de la population qui se sentent marginaliser. En RCA comme dans tant d'autre pays de la sous-région les collaborateurs des dirigeants et les administrateurs publics vivent dans l'opulence ce qui crée des frustrations et un climat d'abandon de la population dont la situation sociale se dégradent de jour en jour à l'inverse des autres qui vivent dans l'opulence. La mal gouvernance participent à l'instabilité. Néanmoins d'autres critères outre la mal gouvernance contribue à cette situation : les forces exogènes. Sur ce point l'on ne peut pas uniquement fustigés le gouvernement quand on se rappelle de son contexte post colonial et des convoitises externes. Les belges n'ayant pas préparés, ce territoire à une réelle transition politique dans le pays. En plus certain de ces leaders charismatiques comme Lumumba avait été assassiné laissant cet Etat l'opacité de la gestion des affaires politiques. D'où l'institutionnalisation des coups d'Etat dans la sous-région de Mobutu et à Kabula comme moyen d'exercice du pouvoir. Pareillement, d'autre force exogène concourt à l'effondrement de l'économie congolais à l'exemple des puissances voisines qui oppressent les groupes armés sur leurs territoires et ces derniers vont trouvés refuges au Congo (ancien rebelle rwandais et les rebelles ougandais du LRA), cependant le blanchiment et le transite des prières précieuses congolais au Burundi, au Rwanda et en Ouganda y contribuent aussi.

Pour pallier à ce problème, il serait souhaitable que les pouvoirs publics de Kinshasa reconfigurent leurs différentes politiques de gestion des affaires publiques, en les rendant plus transparente. Tout en améliorant le niveau de vie de la population. Pour les ingérences externes, ils devront renforcés leurs politiques diplomatiques étrangères. En coopérants et en

contribuant dans la lutte contre le trafic clandestin de ces minerais plutôt d'attendre toujours l'aide extérieur.

CONCLUSION

En somme, dans ce chapitre il était question de présenter les répercussions des activités de Boko haram sur la géoéconomie camerounaise et tchadienne ; de même que, l'impact négatif des activités et actions des menaces rebelles sur la géoéconomie centrafricaine et congolaise. Par biais de cette analyse, on peut voir comment les activités de la secte djihadiste à travers ses attaques et ses attentats ralentissent l'économie de l'Extrême nord du Cameroun, mais aussi qu'en outre de cela, ils avaient un agenda économie caché. Bien qu'au départ, le Tchad n'était pas directement visé, le pays sera contraint d'entrée dans la lutte contre le mouvement. A cause de la mise en danger de ses intérêts lacustres sur les rivages du lac Tchad, le cas d'incursion de la secte à Baga-Sola territoire voisin de son fief à Baga au Nigéria. Concernant la centrafricain, ce n'est plus un secret de polichinelle que les groupes rebelles font partis des principaux acteurs de l'effondrement économique du pays, parce qu'ils ont quasiment pris en otages la totalité des secteurs économiques nationales. Et a un moment, ils ont mis « à genou » toute l'économie du pays et crée un chaos totale d'où la situation qui s'y vie actuellement. La RDC ne reste pas en marge de cette putréfaction de son secteur géoéconomique, parce que son secteur économique est à la fois sous l'emprise des rebelles et des forces étrangères qui envient ces ressources. Ce qui explique son niveau de sous-développement.

Jeu et enjeu stratégique-économique des nouvelles menaces sécuritaires en Afrique centrale : cas du Cameroun, du Tchad, de la RCA et de la RDC.
